



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture



## Lettre d'Information du Bureau de Yaoundé

Lettre Électronique Mensuelle d'Information numéro 040 (Avril-Juin 2013) - Cameroun, Tchad et RCA - ISSN 2073-3844

### Mot du Directeur



Le quarantième numéro du bulletin électronique mensuel est maintenant disponible.

Les trois derniers mois ont été marqués par plusieurs évènements:

- La DIRECTRICE GENERALE de l'UNESCO en Angola;
- La mise en place de la maison UNESCO de la culture et de la paix au BURUNDI;
- Vers une coopération plus soutenue entre l'UNESCO et l'Angola;
- La mise en place de la maison UNESCO de la culture et de la paix au BURUNDI;
- Prévention des conflits en Afrique: l'UNESCO et la CEEAC s'impliquent;
- Des étudiants de l'Institut des Relations Internationales du Cameroun (IRIC) dans les murs de l'UNESCO;
- Renforcement des capacités des jeunes leaders et des encadreurs des jeunes en VIH/SIDA et santé de la reproduction des adolescents dans la région de l'Est Cameroun;
- Yaoundé: réunion nationale sur la réserve de faune du Dja;
- Le Cameroun lance sa stratégie de développement du sous-secteur art et culture;
- Journée mondiale de la liberté de la presse au Cameroun;
- Send off des collègues partants;
- Journée mondiale de la liberté de la presse au Cameroun;
- Le PIDC apporte son soutien à quatre nouveaux projets de développement des medias dans les pays couverts par le Bureau de l'UNESCO à Yaoundé.

Benoît SOSSOU

Directeur du Bureau de Yaoundé.

### LA DIRECTRICE GÉNÉRALE DE L'UNESCO EN ANGOLA



Signature de l'accord-cadre sur la coopération entre UNESCO et l'Angola

La Directrice générale de l'UNESCO Irina Bokova, s'est rendue en Angola à la fin du mois de mars 2013 à l'occasion du Forum pour la culture de la paix organisé dans ce pays, où elle a co-présidé le lancement de la « campagne UNESCO-Union Africaine pour la promotion de la culture de la paix en Afrique : Agissons pour la paix/make peace happen ».

Outre la tenue de ce grand forum, deux temps forts inhérents à la coopération entre l'UNESCO et l'Angola sont à noter de cette visite. Premier temps fort, la signature de l'accord-cadre destiné à la mise en place d'un fonds-en-dépôt afin de renforcer la coopération entre l'UNESCO et l'Angola, avec le Secrétaire d'Etat pour les relations extérieures de la République d'Angola, M. Manuel Domingos Augusto, le 26 mars 2013. De l'avis de la Directrice générale, cet accord représente un mécanisme novateur de financement de projets alimenté exclusivement par les autorités nationales et signé avec un pays africain. La signature de cet accord fait suite à la visite de la Directrice générale survenue en avril 2012, visite au cours de laquelle les priorités et les principaux domaines d'intervention de coopération entre les parties avaient été définis. Cet accord-cadre couvre une période de quatre ans renouvelable.

Deuxième grand moment, l'entretien avec le Président de la République d'Angola, Son Excellence Jose Eduardo Dos Santos, le 26 mars, à l'issue du Forum pour la culture de la paix qu'ils ont ouvert ensemble. La rencontre a permis aux deux personnalités de se féliciter de la signature de l'Accord-cadre portant sur le renforcement de cette coopération. Un comité de pilotage conjoint déterminera annuellement les priorités, et assurera le suivi des projets.

## VERS UNE COOPÉRATION PLUS SOUTENUE ENTRE L'UNESCO ET L'ANGOLA

Activation du renforcement de la coopération UNESCO-Angola; transmission de la responsabilité du Bureau de Windhoek au Bureau de Yaoundé ; suivi des rencontres avec LIDE (ONG regroupant des entreprises du secteur privé), telles sont les grandes lignes qui ont sous-tendu la mission conduite en Angola par Benoît SOSSOU, le Directeur du Bureau UNESCO de Yaoundé, accompagné d'une équipe intersectorielle, du 08 au 17 juin 2013.

L'équipe de mission a eu une série de rencontres avec 8 ministères différents : Ministère de l'Education, Ministère de l'Enseignement Supérieur, Ministère des Sciences et Technologies, Ministère de l'Environnement, Ministère de la Culture, Ministère de la Jeunesse et des Sports, Ministère de la Famille et de la Promotion de la femme et Ministère de la Communication sociale. Dans chaque ministère, plusieurs réunions techniques ont eu lieu autour des notes conceptuelles décrivant les perspectives de coopération. A l'issue des rencontres avec les ministères, une réunion de travail avec la Commission nationale a permis de synthétiser les échanges et de préciser pour chaque projet les étapes ultérieures.

Le transfert de responsabilité de Windhoek vers Yaoundé quant à lui s'est déroulé de manière optimale. On a noté la présence forte des deux équipes qui ont travaillé en parfaite symbiose démontrant aux interlocuteurs l'unicité de l'UNESCO et la continuité de la collaboration. En ce qui concerne la coopération avec LIDE, elle portera sur la mise en œuvre d'activités de communication s'inscrivant dans la campagne

FANAFRIGANU  
FUNDAMENTOS E RECURSOS  
PARA UMA CULTURA DE PAZ



Photo de famille avec les participants au cours d'un forum à Luanda

nationale en faveur de la culture de la paix et sur un projet visant à améliorer le système national de formation technique et professionnelle.

La mission a également eu des échanges avec les collègues des Nations Unies. Ceci a permis de mieux comprendre la dynamique nationale et de positionner l'UNESCO comme membre à part entière de l'équipe, invitée à prendre un rôle actif dans le nouvel exercice UNDAF qui débutera dans le courant de l'année.

De nouvelles perspectives de coopération s'ouvrent ainsi entre l'Angola et l'UNESCO conformément aux souhaits émis par la Directrice Générale, visant à construire un nouveau type de partenariat avec un pays africain.

## LA MISE EN PLACE DE LA MAISON UNESCO DE LA CULTURE ET DE LA PAIX AU BURUNDI

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme du dispositif hors-siège de l'UNESCO, une équipe du Bureau de Yaoundé a effectué une mission d'appui pour la mise en place de la Maison UNESCO de la culture de la Paix du Burundi du 26 avril au 05 mai 2013.

L'objectif de ce déplacement était d'informer les Autorités burundaises sur la réforme des structures hors-siège de l'UNESCO, la transformation du bureau de l'UNESCO au Burundi en la Maison de l'UNESCO pour une Culture de la Paix et le développement durable et échanger sur les orientations et priorités du pays relevant du mandat de l'UNESCO en vue de leur prise en compte dans le prochain Programme et Budget du biennium 2014-2015.

L'équipe du Bureau de Yaoundé, constitué du Directeur du Bureau et des quatre Spécialistes de programme (Education, Science, Culture et Communication et Information), a tour à tour rencontré des membres du gouvernement impliqués dans les domaines d'intervention de l'UNESCO, le Ministre des Relations Extérieures et de la Co-



Mettre la culture au service de la paix, une mission de l'UNESCO

opération Internationale et des partenaires internationaux basés à Bujumbura, notamment les Ambassades de Norvège et Belgique avec lesquelles des domaines de convergence ont été identifiés, particulièrement dans les secteurs de l'Education et des Sciences.

## PRÉVENTION DES CONFLITS EN AFRIQUE: L'UNESCO ET LA CEEAC S'IMPLIQUENT



Vue des participants à l'atelier sur la prévention des conflits en Afrique

présentent une faible intégration de l'éducation à la paix, la réduction des risques de conflits et de catastrophes, les participants ont préconisé, entre autres choses, la mise en place d'un programme d'information, éducation et communication ainsi que la mobilisation des ressources en faveur de l'éducation à la paix.

En ce qui concerne la culture, il importe de mener une réflexion afin de faire asseoir une compréhension commune de la culture, d'élaborer, de finaliser les politiques officielles en matière de culture et de conduire des actions de sensibilisation en direction des populations.

Pour ce qui est de la science, les mesures à prendre consistent, entre autres, à réhabiliter et à installer des stations météorologiques en vue de l'amélioration de la qualité des prédictions ; la promotion de l'éducation environnementale à travers le développement des capacités à enseigner le changement climatique; la création des observatoires dans les pays.

Les participants des 10 pays de la CEEAC, ont ramené dans leurs pays respectifs, des feuilles de route dont la mise en œuvre constitue une étape majeure dans la finalisation et le processus de prévention des conflits en Afrique centrale.

Dans son allocution de clôture, le Secrétaire d'État auprès du Ministre de l'Éducation de Base, M. Ndong Soumhet, a tenu à témoigner toute sa gratitude aux participants, à l'UNESCO et aux États membres de la CEEAC dont la collaboration a permis la réussite de ces assises.

L'École polytechnique de Yaoundé a abrité, du 15 au 19 avril 2013, un atelier régional sur la culture, la paix et le développement durable dans les 10 pays de la Communauté Économique des États de l'Afrique centrale. Co-organisé par l'UNESCO et la CEEAC, cet atelier avait pour objectif de renforcer les capacités des pays membres en vue d'une meilleure intégration de la réduction des risques de conflits et de catastrophes dans les stratégies nationales, les politiques sectorielles nationales de développement et les curricula de formation des enseignants. Ces assises avaient également pour but de contribuer à une meilleure appréhension de la vulnérabilité des pays, en fonction des écosystèmes en présence et d'élaborer des mesures adaptées à la lutte contre les changements climatiques.

En atelier, les travaux se sont inspirés des études réalisées dans les domaines de l'éducation, de la culture et de la science. Dans le domaine de l'éducation dont les documents de politique

Rénovat NTAHIZANIYE, Doctorant-Chercheur au service d'Agro climatologie de l'Institut de Géologie du Burundi:

« L'atelier de Yaoundé m'a permis d'avoir la certitude que les politiques d'adaptation aux effets néfastes, attendues des changements climatiques doivent être élaborées et mises en œuvre à l'échelle sous régionale et non comme c'est encore bien souvent malheureusement le cas, élaborées par les États. Cette démarche permettrait à nos États aux économies fragiles de mutualiser leurs efforts et ferait le ciment de l'intégration régionale. »

QUELQUES REFLEXIONS

QUELQUES REFLEXIONS

Benoît SOSSOU, Représentant Résident de l'UNESCO-Yaoundé :  
« Nous pensons que nous qui sommes en charge du mandat de l'éducation de l'Unesco, nous devons aider à préparer les générations futures à affronter les défis comme le Vih -sida, les changements climatiques et la prévention des conflits. C'est pour cela qu'en Afrique centrale, le bureau de Yaoundé, qui est le bureau régional pour l'Afrique centrale, a pensé qu'il faut faire un état des lieux, amener tous les collègues en charge de ces questions dans les ministères concernés et les spécialistes de nos bureaux à réfléchir sur cette thématique et comment l'intégrer dans les programmes d'enseignement. Voilà ce qui a justifié cet atelier.»

Simon TCHENGUELE, Directeur des innovations pédagogiques à l'Institut national de recherche et d'animations pédagogiques à Bangui, RCA.

« ...Cet atelier vient à point nommé par rapport à la situation que nous vivons dans la sous-région, car il nous permet de préparer la jeune génération à cultiver cette paix et à œuvrer dans le sens du développement durable. Nous sortons renforcés de cette rencontre où il y a eu la définition des concepts que nous avons pu nous approprier. Chaque pays est sorti avec une feuille de route, et nous allons nous atteler à respecter cette feuille de route. »

## DES ÉTUDIANTS DE L'INSTITUT DES RELATIONS INTERNATIONALES DU CAMEROUN (IRIC) DANS LES MURS DE L'UNESCO

Une trentaine d'étudiants de l'IRIC ont été reçus dans l'enceinte du Bureau UNESCO de Yaoundé dans la matinée du 17 mai 2013. Ces étudiants de diverses filières de cette prestigieuse école de formation de diplomates et experts des relations internationales camerounais et étrangers ont passé un peu plus de deux heures dans la représentation de l'UNESCO. Le passage de ces étudiants s'est articulé autour de deux points. D'abord une visite guidée des locaux abritant le Bureau UNESCO de Yaoundé. Les étudiants, accompagnés de deux de leurs encadreurs ont ainsi pu découvrir les différents Programmes et services qui constituent le Bureau de Yaoundé. Une occasion d'échanger avec quelques responsables pour s'imprégner des buts et objectifs des Programmes. Ensuite la délégation de l'IRIC s'est retrouvé dans la salle des conférences du Bureau pour un entretien avec M. Cletus OJONG, le Chargé du Bureau, entouré de quelques collègues des programmes Education, Sciences, Culture et Communication/Information. Au nom de M. Benoit SOSSOU en déplacement, M. OJONG a souhaité la bienvenue à la délégation. La projection du film institutionnel de l'UNESCO a permis aux étudiants de s'imprégner des



Les étudiants de l'IRIC lors de la visite au Bureau UNESCO

activités opérationnelles de l'UNESCO au Cameroun. Il faut dire que la visite des étudiants était placée sous le thème « La contribution de l'UNESCO à l'émergence du Cameroun à l'horizon 2035 ». Les échanges ont permis de débattre sur les priorités de l'UNESCO au Cameroun dans divers domaines.

## RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES JEUNES LEADERS ET DES ENCADREURS DES JEUNES EN VIH/SIDA ET SANTÉ DE LA REPRODUCTION DES ADOLESCENTS DANS LA REGION DE L'EST

Du 12 au 19 mai 2013, l'UNESCO, l'UNICEF, l'UNFPA et l'UNHCR ont organisé au lycée scientifique de Bertoua, trois ateliers de renforcement des capacités des structures d'encadrement des jeunes leaders et des pairs éducateurs de la région de l'Est en SRA en milieu scolaire et extrascolaire.

Ces ateliers rentrent dans le cadre des activités de l'Equipe Conjointe des Nations Unies sur le VIH&Sida, avec les fonds communs UBRAF mis à disposition par l'ONUSIDA. Sous la coordination de l'UNESCO, en étroite collaboration avec le MINEDUB, le MINESEC, le MINJEC et la société civile, les assises ont regroupé d'une part, les jeunes leaders en milieu scolaire du primaire et du secondaire et d'autre part, ceux en milieu extrascolaire parmi lesquels les réfugiés et leurs encadreurs.

Les questions abordées au cours de l'atelier étaient entre autres, l'analyse comportementale et gestion de la crise pubertaire; l'éducation au VIH & Sida ; la cartographie des risques et des vulnérabilités en matière de SRA ; les compétences de base en communication interpersonnelle. Les participants ont été initiés au counselling et le profil d'un encadreur des jeunes leur a également été présenté.

Au total, l'atelier de Bertoua a fortement contribué à l'amélioration des connaissances et des compétences de 38 jeunes leaders issus de 14 structures d'encadrement des jeunes de



Une phase pratique de l'atelier

Bertoua, de 38 encadreurs provenant des 10 établissements scolaires primaires et secondaires ; de 2 associations d'encadrement des jeunes en milieu extrascolaire et de 2 centres de réfugiés.

À la fin des travaux, le mot des formateurs a été prononcé par TONYE Julbert. Il a exprimé sa satisfaction quant à l'engouement et au sérieux des participants tout le long de l'atelier. Le proviseur du lycée scientifique de Bertoua, Monsieur MVONO NGONO François quant à lui, n'a pas manqué de remercier les formateurs pour la qualité de l'animation. En s'adressant à l'Equipe Conjointe des Nations Unies sur le VIH et Sida, il les a exhortés à multiplier ce genre de séminaires afin de renforcer davantage les compétences des pairs éducateurs et les encadreurs des jeunes et adolescents. Les conseillers pédagogiques et les chefs d'établissement devraient ainsi constituer les acteurs clés de suivi des formations.

## YAOUNDE: RÉUNION NATIONALE SUR LA RÉSERVE DE FAUNE DU DJA

Le Bureau UNESCO de Yaoundé a organisé du 03 au 04 juin 2013, au Technipôle de l'École Nationale Supérieure Polytechnique, un atelier dont l'objectif était de mettre sur pied un cadre de concertation avec l'organe de gestion de la Réserve de Faune du Dja (RFD), discuter et valider les termes de référence de l'Étude d'Impact Environnemental et Social sur les activités minières développées autour de la Réserve.

La Réserve de Faune du Dja (RFD), créée en 1950 est inscrite depuis 1987 sur la liste du patrimoine mondial et est considérée comme un important écosystème pour le maintien de la diversité biologique en Afrique centrale. Sa valeur universelle exceptionnelle est malheureusement de plus en plus menacée en raison de l'accroissement du braconnage, de l'impact négatif des activités minières, de l'exploitation forestière anarchique, de l'avancée du front agroindustriel et hydroélectrique autour du bien, mais aussi, de sa position administrative à cheval sur 2 régions avec pour conséquence majeure, la faible coordination des acteurs (Etat, collectivités locales, secteur privé et organisations de la société civile).

Les multiples pressions qui pèsent sur ce Bien ont suscité l'inquiétude de la communauté internationale, particulièrement l'UNESCO qui se propose dans le cadre de ses initiatives d'améliorer la conservation de cet écosystème. C'est dans ce contexte que cette importante réunion a été organisée.



Cérémonie d'ouverture de la réunion nationale

Au terme de l'atelier, les participants ont tous pris la mesure des pressions qui pèsent sur le Bien et souhaité que sa sauvegarde soit considérée comme un défi pour tous. Ils ont proposé un modèle de cadre de concertation adapté à la complexité de la RFD, permettant de prendre en compte toutes les parties prenantes à sa gestion et se sont plutôt accordés sur la nécessité de l'élaboration des TDR de l'évaluation environnementale sociale et stratégique (EESS) des projets de développement autour de la RFD. Ils ont à l'unanimité souhaité que le cadre de concertation ainsi élaboré soit effectivement mis en place et fonctionnel. Ils ont enfin recommandé à l'UNESCO de continuer à appuyer cette initiative.

## LE CAMEROUN LANCE SA STRATEGIE DE DÉVELOPPEMENT DU SOUS-SECTEUR ART ET CULTURE



Les participants autour du Ministre des Arts et de la Culture

Madame la Ministre des Arts et de la Culture a présidé la cérémonie de lancement officiel de l'élaboration du document de stratégie de développement du sous-secteur Art et Culture le 10 juin 2013, à la Centrale de Lecture publique de Yaoundé.

Le sous-secteur Arts et Culture au Cameroun, jusqu'à présent, n'est pas guidé par une stratégie formelle. L'objectif de cette activité est donc de disposer d'un document de stratégie de développement de ce sous-secteur et définir de nouveaux axes

de développement en cohérence avec le contexte actuel du Cameroun, et en tenant compte des nouveaux instruments de gestion des ressources de l'Etat.

Plusieurs procédés permettront au ministère des Arts et de la Culture, avec l'appui et l'expertise des institutions partenaires, de mener à bien ce projet. D'abord, l'identification et l'évaluation des politiques publiques, des actions privées et de la contribution de la société en matière d'art et de la culture. Cette évaluation vise à dresser un état des lieux objectif et clair de ce sous-secteur au Cameroun. Puis, il faudra procéder à une analyse fondée sur des critères pertinents permettant de déceler les problèmes auxquels est confronté le sous-secteur Art et Culture. Enfin, il s'agira de définir des orientations précises à prendre, ainsi que la stratégie de matérialisation de ces orientations. A cet effet, un comité de pilotage et une équipe technique opérationnelle chargés de conduire ce processus ont été mis sur pied.

Pour rappel, l'UNESCO en collaboration avec OIF et la CEEAC avait organisé, du 21 au 23 novembre 2012 à Yaoundé, le forum des partenaires de la CEEAC pour la valorisation de la culture au service de l'intégration et du développement. Ces assises, présidées par Madame la Ministre des Arts et de la Culture, avaient réuni les participants des administrations publiques et de la société civile des 10 pays de la CEEAC. L'objectif général était de mettre sur pied un cadre de concertation au sein duquel seraient créées et développées des politiques et industries culturelles axées sur le développement socio-économique des États d'Afrique Centrale.

## VINCENT SECK DIT AU REVOIR À L'UNESCO

Après 30 ans de service, le spécialiste du Programme Culture, Vincent SECK, a dit au revoir à la grande « famille » UNESCO. Le lundi 10 juin 2013, le personnel du Bureau UNESCO à Yaoundé a tenu à lui rendre hommage.

Pour cette cérémonie d'au revoir tout le personnel était présent pour lui témoigner toute son affection. L'équipe d'ONUSIDA qui partage le même bâtiment que l'UNESCO n'était pas en reste. En premier lieu, Annie-Claude PIAL, la présidente de l'Association du Bureau UNESCO-Yaoundé (APUY) a pris la parole pour exprimer à Vincent SECK une profonde reconnaissance et lui a adressé au nom du personnel, les meilleurs souhaits pour une retraite bien méritée. « Tu termines une carrière tout à fait remarquable et c'est maintenant le moment pour toi de te consacrer à d'autres choses et de profiter de tout ce temps libre pour toi et pour ta famille. Nous te Félicitons pour cette longue carrière. La qualité de ton travail a été à la hauteur de la qualité de ta personne. Tes qualités professionnelles et humaines font de toi une personne que nous allons longtemps regretter. Merci d'avoir partagé ces années sympathiques avec nous... », a-t-elle affirmé en substance.

Benoît SOSSOU, Le Directeur du Bureau quant à lui mettra en avant les qualités d'un collaborateur humble, laborieux, efficace, qui a le souci du travail participatif, bien fait, toujours à la recherche de connaissances nouvelles et qui va beaucoup manquer à l'organisation.

Puis, tour à tour, les collègues vont se succéder pour témoigner du professionnalisme, de la proximité et de la simplicité qui ont caractérisé l'homme.

Très ému, entouré de sa famille venue l'accompagner pour la circonstance, celui qui débuté sa carrière au Siège de



Madame Céline TOULOU, vice-présidente de l'APUY remet un cadeau du Bureau à M. SECK

l'UNESCO à Paris et a par la suite sillonné l'Afrique pour servir l'Organisation depuis ses Bureaux, en République du Congo, en République Centrafricaine, au Gabon, au Mali et enfin au Cameroun, va exprimer sa gratitude aux collègues pour le soutien et l'amitié qu'ils lui ont témoignés pendant les quatre années de son séjour au Cameroun. Il terminera son propos en recommandant à tous de s'investir davantage pour continuer à porter haut les idéaux de l'UNESCO, malgré les moments difficiles.

Le rideau s'est refermé sur la remise du cadeau symbolique, le pot d'amitié et la photo souvenir.

## POT D'AU REVOIR EN L'HONNEUR DE M. ATUD CHICK RANSOM



Le personnel du Bureau UNESCO de Yaoundé s'est réuni ce 17 juillet pour dire au-revoir à Atud Ransom, Assistant Administratif du Bureau de Yaoundé, promu au poste de AO au Bureau de La Havane à Cuba. Ce natif de la région du Nord-Ouest Cameroun et diplômé de l'université de Buea est arrivé à l'UNESCO en mars 2009, après avoir travaillé à l'Union africaine, à KOOP Cameroon, à la National Financial Credit Bank de Yaoundé et à la Metropolitan Plastics Limited à Limbé. Toute l'équipe de Yaoundé lui souhaite bon vent dans ses nouvelles missions, loin de sa terre natale et de son continent.



Remise du cadeau de l'association du personnel par Mlle Ngo BISSA Mélanie

## JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE AU CAMEROUN

La célébration de la journée mondiale de la Liberté de la presse s'est déroulée cette année au Cameroun à l'esplanade du Ministère de la Communication à Yaoundé. Le Chef de ce département ministériel, Issa Tchiroma Bakary, accompagné du Chargé du Bureau Christian TANON et de l'équipe du Secteur Communication et Information, et entouré du personnel de l'administration centrale du ministère, a présidé la grande exposition des médias.

Au cours de cette manifestation, le message conjoint du Secrétaire général des Nations Unies et de la Directrice générale de l'UNESCO a été prononcé par Jean BOSCO KI du Bureau de Yaoundé, avant le message du ministre à la presse nationale et internationale. La grande foire des médias a permis de découvrir et redécouvrir les différents organes de la presse écrite, audiovisuelle et cybernétique, publics et privées, qui s'activent sur le champ de l'information dans les grandes métropoles et les zones reculées du Cameroun.

Il faut noter que les manifestations de cette année ont été lancées la veille à Douala, par une conférence débat télévisée sur le thème « Entre liberté éditoriale et engagement citoyen: la



Allocution du Ministre de la Communication

responsabilité des médias en matière de développement économique des Nations », en présence du Ministre Issa Tchiroma et d'un représentant de l'UNESCO.



## LE PIDC APPORTE SON SOUTIEN À QUATRE NOUVEAUX PROJETS DE DÉVELOPPEMENT DES MÉDIAS DANS LES PAYS COUVERTS PAR LE BUREAU DE L'UNESCO A YAOUNDE

La décision a été prise par le Bureau du Programme international pour le Développement de la Communication (PIDC) lors de sa 57ème réunion.

Les projets qui ont bénéficié du soutien s'inscrivent dans les trois domaines de priorité du PIDC : promotion de la liberté d'expression, renforcement du pluralisme des médias via le développement des médias communautaires et formation des journalistes. Au total, 43 000 \$ US pour «La sécurité et la protection des journalistes au Burundi » (14 000\$); «Le renforcement des capacités des journalistes sur la gouvernance électorale» (11 000\$) en RCA; «Le renforcement des capacités des médias tchadiens au traitement de l'information liée au changement climatique» (10 000\$) et «Assessing community radio broadcasting in Cameroon» (8 000 \$).

Ce soutien du PIDC constitue un appoint substantiel à une meilleure professionnalisation des médias en Afrique centrale. En rappel, le PIDC soutient chaque année de nombreux projets dans les pays en développement. Les projets sont présentés par des organisations locales des médias qui cherchent à étendre les possibilités des médias libres, indépendants et pluralistes. Les propositions de projet sont préparées en collaboration avec les conseillers de l'UNESCO pour la Communication et l'Information des bureaux concernés. Les conseillers sont chargés de vérifier que le projet est conforme aux critères de présentation et qu'il répond aux priorités du PIDC avant leur envoi au Bureau du Programme. Le choix des projets est guidé par l'approche stratégique et programmatique de l'UNESCO dans chaque pays, en fonction des besoins de développement identifiés grâce aux indicateurs de développement des médias approuvés par le PIDC.

## LES CAPACITÉS DES PROFESSIONNELS DES MÉDIAS À L'ÉPREUVE DE LA COMMUNICATION SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Les différents rapports élaborés sur les changements climatiques sous la coordination du Groupe Intergouvernemental d'Experts sur l'Évolution du Climat (GIEC) sont de plus en plus explicites sur leurs divers effets, surtout en Afrique (hausse des températures, augmentation du niveau de la mer, récurrences des événements climatiques extrêmes que sont les tsunamis, les cyclones tropicaux, les inondations et les périodes de sécheresse...). Aussi la communication sur l'impact de ces changements climatiques sur la vie de l'homme devient un véritable défi. La conférence internationale tenue les 4 et 5 septembre 2009 au Siège de l'UNESCO à Paris sur le thème «Radio-Télévision & Changement climatique: une mission de service public» l'a fort souligné: une meilleure compréhension par le public de l'urgence du changement climatique est essentielle pour en atténuer les impacts négatifs et éviter une souffrance humaine potentielle.

Toutefois, il est loisible de constater que les professionnels des médias qui nous entourent font face à de nombreuses carences qu'il est nécessaire de pallier. Les concepts scientifiques reliés au climat sont souvent mal interprétés. En effet le phénomène des changements climatiques s'accompagne sur le plan heuristique d'une terminologie assez complexe qui mériterait d'être simplifiée pour le public. Or la communication, comme le rappelle Raymond BOUDON (2011, Petite sociologie de l'incommunication), «suppose la mobilisation des a priori communs avec les interlocuteurs». C'est une condition pour une communication effective, avec des effets sur les cibles. Utiliser des termes complexes semble donc un décalage, une «dysharmonie des a priori» pour parler comme BOUDON, qui fait en sorte que les interlocuteurs (les médias et les différentes cibles) croient communiquer, mais ils ne communiqueraient pas: en somme une situation d'incommunication, qui biaise la réception du message et qui entrave l'objectif de développement visé.

Peu de journalistes ont donc une connaissance suffisamment profonde du phénomène. Pourtant les journalistes eux-mêmes doivent posséder les connaissances et les outils techniques et culturels appropriés pour relayer efficacement cette information à leurs auditoires. Selon Moser (Moser, S, 2007, «Communication strategies»). In Isham, J. & Waage, S. (eds.), Ignition. *What you can do to fight global warming and spark a movement*, pp. 73-94. Washington, DC: Island Press.), la communication fonctionne mieux si un lien est formé entre le messager et les récepteurs du message. La communication sera peu réussie si un messager ennuye, confond son public ou lui fait peur par un langage ou des informations trop complexes.

En collaboration avec les scientifiques, incontournables acteurs dans ce processus, il s'agit de traduire les résultats de la recherche en un langage simple et de présenter aux décideurs et au grand public des prévisions réalistes des niveaux de risque.

Le Bureau UNESCO de Yaoundé a fait siens ces préalables dans certains de ses programmes sur la communication dans le domaine des changements climatiques. Tenez par exemple, dans le cadre du projet de renforcement de la capacité des femmes autochtones en tech-



nologies d'adaptation à la désertification et au changement climatique en janvier 2010 par l'UNESCO et GEF/SGP, les radios communautaires de la partie septentrionale du Cameroun ont été mises en évidence pour accompagner le processus. Plus récemment, le Bureau de Yaoundé en collaboration avec le PNUD et le Ministère Camerounais de l'Environnement, de la Protection de la nature et du Développement durable, s'est investi à renforcer les capacités des animateurs des radios communautaires et des journalistes camerounais dans la conception l'élaboration et la production d'émissions et d'articles sur les mesures d'adaptation aux changements climatiques afin qu'elles soient d'efficaces relais. Un savant mélange d'exposés animés à la fois par des scientifiques et des communicateurs experts en changements climatiques.

L'expérience devrait s'étendre dans les autres pays couverts par le Bureau de Yaoundé, avec notamment le renforcement des capacités des médias tchadiens au traitement de l'information liée au changement climatique, grâce au financement du Programme international pour le développement de la communication (PIDC) de l'UNESCO. Eu égard aux effets pervers des phénomènes climatiques et à l'opportunité d'atteindre, d'éduquer et d'informer une population plus grande par le biais des médias, il serait opportun de multiplier de telles initiatives, car, pour reprendre les recommandations du sommet de Paris, il reste vital:

- d'encourager la production et la diffusion au niveau local de contenus audiovisuels appropriés afin de donner une voix aux populations marginalisées affectées par le changement climatique;
- et de collaborer (grâce aux partenariats) pour renforcer les capacités des journalistes et créateurs de programmes par le biais de formations, d'échanges de savoir et de bonnes pratiques sur la couverture du changement climatique, et pour faciliter l'accès à l'information scientifique dans ce domaine.

Bulletin mensuel  
d'information du  
Bureau de l'UNESCO à  
Yaoundé

Directeur de Publication  
Benoît SOSSOU

Coordination éditoriale  
Cletus OJONG

Montage  
Eric DEUMO N.

### Rédaction

Albert MENDY  
Mama PLEA  
Annie Claude NSOM PIAL  
William NGUE  
Delphine HIOL  
Jean Roland ONANA NKOA  
Salomon BEGUEL  
Sophie BEKOLO  
Mireille NNANGA  
Silas BONG  
Jean-Jacques MENGWA

BP: 12909 Yaoundé - Cameroun

Tel: (237) 22 20 35 47

(237) 22 20 35 48

Fax: (237) 22 20 35 49

Email: yaounde@unesco.org

web: www.unesco.org/fr/yaounde